

Services économiques



Glen Hodgson
Vice-président et économiste en chef adjoint
ghodgson@edc.ca

Juillet 2004

Le coût économique du terrorisme

Le troisième anniversaire des événements tragiques du 11 septembre 2001 approche. On parle désormais simplement du « 11 septembre » pour rappeler un événement qui a modifié fondamentalement notre vision du monde. Les Canadiens ont tout particulièrement besoin de ce rappel, puisqu'ils ont dormi confortablement sous la couverture de sécurité américaine pendant de nombreuses années et, contrairement à de nombreux autres pays, n'ont pas vécu d'événement terroriste à l'intérieur de leurs frontières dans un passé récent. D'autres n'ont pas autant de chance. Après le 11 septembre, des attaques terroristes dans de nombreux pays – l'Indonésie, la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Espagne, la Russie, l'Afghanistan et l'Iraq – ont renforcé l'idée que notre niveau de confort et de sécurité a changé radicalement, accroissant ainsi le prix économique de la terreur.

Peu après le 11 septembre, mon collègue Stephen Poloz a parlé de « vent d'incertitude » pour décrire en quelques mots les conséquences économiques probables de la recrudescence du terrorisme mondial, qui ensable les roues du commerce international. Les recherches économiques s'étant multipliées sur le coût du terrorisme, profitons de l'occasion pour décrire ce que nous avons appris jusqu'ici.

Le point de départ évident, c'est la hausse des coûts directs de la sécurité nationale. Après le 11 septembre, de nombreux gouvernements ont accru leurs dépenses relatives à la défense et à la sécurité, afin de contrer la menace accrue du terrorisme. À eux seuls, les États-Unis affectent actuellement environ 500 G USD par année – 20 % du budget fédéral américain – aux ministères directement chargés de combattre ou de prévenir le terrorisme, surtout la Défense et la Sécurité intérieure. Le budget de la défense s'est accru du tiers, ou plus de 100 G USD, de 2001 à 2003, devant l'impression accrue de menace de terrorisme – une hausse équivalente à 0,7 % du PIB américain. Les dépenses relatives à la défense et à la sécurité sont essentielles pour toute nation, mais elles ont évidemment un coût d'opportunité; ces ressources ne sont pas disponibles pour d'autres fins, comme la santé, l'éducation ou des baisses d'impôt. Un risque de terrorisme élevé et la nécessité de le combattre augmentent simplement ce coût d'opportunité.

Deuxièmement, il y a des coûts économiques à court terme liés aux attaques terroristes. Dans les pays où les terroristes ont frappé, il y a un choc immédiat – pertes de vies et de biens – suivi de répercussions négatives sur l'industrie de l'assurance, les mouvements de capitaux à court terme, les cours boursiers, le tourisme et l'emploi connexe. Les demandes d'indemnisation d'assurance découlant du 11 septembre ont été évaluées de manière conservatrice à 40 G USD et occuperont les tribunaux pendant

des années. D'après les études effectuées par le FMI après le 11 septembre, les événements tragiques de cette journée ont amputé l'économie américaine d'un montant pouvant atteindre 75 G USD du PIB en 2001, ou 0,75 % du PIB cette année-là, le tourisme en général et le transport aérien en particulier étant le plus durement frappés par ce ralentissement. Des recherches sur le pays basque espagnol indiquent que le terrorisme constant là-bas a réduit le PIB régional de 10 %. L'Indonésie aurait perdu 1 G USD en recettes de change touristiques en 2003 après les attentats à la bombe à Bali, et les simulations économiques semblent indiquer que ces attentats pourraient avoir réduit le PIB indonésien de 0,56 %.

Troisièmement, et c'est peut-être le plus important, le risque de terrorisme comporte des coûts à long terme. Le risque de terrorisme constitue une nouvelle source de friction à plus ou moins long terme, ou de sable dans les roues, pour les économies nationales et internationales. Les entreprises doivent investir davantage dans la sécurité et pourraient devoir repenser leurs chaînes d'approvisionnement mondiales et leurs systèmes de gestion des stocks. Le risque accru de terrorisme force les gouvernements à détourner des ressources nationales d'utilisations directement productives qui *créent une richesse supplémentaire* vers des utilisations liées à la sécurité qui *protègent la richesse existante*, ce qui réduit les niveaux de productivité et la production à long terme. Ces facteurs combinés réduisent la croissance potentielle de la production nationale et mondiale.

La hausse des dépenses consacrées à la défense et à la sécurité ne constitue pas une perte sèche pour un pays. Elle peut stimuler à court terme la demande intérieure et provoquera de nouvelles innovations et technologies de nature à encourager la productivité nationale. Mais ces deux conséquences positives ont un prix. L'innovation liée à la défense ou à la sécurité coûte souvent plus cher que la R-D privée et peut également évincer des recherches privées. La stimulation à court terme de la demande découlant des dépenses accrues en sécurité se traduit inévitablement par des déficits budgétaires et des pressions à la hausse sur les taux d'intérêt, une contraction des dépenses en biens sociaux, ou des hausses d'impôt. Les dépenses accrues en sécurité finiront donc par peser sur l'investissement dans le secteur privé et par réduire la croissance potentielle.

Les économistes ne s'entendent pas sur le coût à long terme découlant du risque accru de terrorisme. Par exemple, diverses estimations ont été fournies au Comité économique mixte du Congrès américain au printemps 2002 :

- Coûts de la sécurité aérienne et de l'attente : 11 G USD par année.
- Coûts commerciaux liés au terrorisme (logistique, assurance, sécurité en milieu de travail, etc.) : 151 G USD.
- « Coût micro-économique » du terrorisme : 41 G USD la première année.
- FMI : Coûts globaux de la sécurité accrue : jusqu'à 0,75 % du PIB
- Bureau du budget du Congrès : coûts de la sécurité accrue (0,3 % du PIB) et perte de croissance de la productivité (0,03 %)

Il n'est pas étonnant que les estimations varient autant, puisqu'elles tentent de mesurer des aspects différents des conséquences négatives du terrorisme. Il y a cependant un consensus fondamental entre les économistes sur le fait que le risque accru de

terrorisme impose des coûts à long terme à une économie et ralentira le potentiel de croissance à long terme de l'économie américaine et de l'économie mondiale.

En soi, un attentat terroriste aurait des conséquences économiques à long terme à cause des répercussions négatives sur l'investissement et la productivité. Une étude récente du gouvernement australien sur les coûts du terrorisme apporte un éclairage utile sur les coûts économiques à long terme des attentats terroristes¹. L'étude repose sur une simulation économique du coût et de la durée d'attaques terroristes d'envergure, et révèle que l'activité économique mondiale serait réduite de 0,7 % (environ 300 G USD) cinq ans plus tard. Le transport aérien et le tourisme sont les secteurs les plus vulnérables, comme le serait probablement l'assurance. L'étude indique également que les économies en développement sont plus exposées que les pays industrialisés à des chocs négatifs sur la productivité et la production découlant du terrorisme, étant donné qu'elles sont généralement moins diversifiées et plus dépendantes du commerce international et de l'investissement étranger.

Conclusion? La hausse du terrorisme a un coût économique pour chacun de nous. Les dépenses directes consacrées à la sécurité ont augmenté. Il y a des effets en chaîne des attaques terroristes et des coûts à long terme découlant de l'ensablement des roues du commerce et de la baisse de l'investissement et de la productivité, parce que les gouvernements et les entreprises accroissent leurs dépenses en sécurité. D'après toutes les études évoquées ci-dessus, on peut conclure sans se tromper que le risque accru de terrorisme a réduit la croissance potentielle à l'échelle planétaire et dans les économies les plus directement visées. Une estimation d'environ 0,25 % de réduction du potentiel de croissance mondiale ne semble pas exagérée. Une réduction semblable correspondrait à une économie de la taille de celle de Singapour ou de l'Alberta. Les conséquences négatives sur la croissance et l'investissement seraient plus grandes après un attentat terroriste important et frapperaient d'abord le pays et la région dans la mire des terroristes. Il n'y a aucun moyen économique d'évaluer la perte de sécurité personnelle que sentent actuellement bien des gens, en particulier dans les pays qui ont subi des attaques terroristes.

Il ne nous sourit peut-être pas d'assumer ces coûts, mais nous n'avons pas le choix. C'est le prix à payer pour maintenir nos économies, et nos sociétés, ouvertes et dynamiques. Et comme nous l'avons appris depuis le 11 septembre, nous devons nous adapter à la nouvelle réalité, accepter la nécessité d'accroître la sécurité et continuer à poursuivre nos ambitions.

Les vues exprimées dans ce propos sont celles de l'auteur. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue d'EDC.

¹ "Combating Terrorism in the Transport Sector – Economic Costs and Benefits", Service d'analyse économique du ministère des Affaires étrangères et du Commerce de l'Australie, 2004.